

SE DISANT PRÊT À TOUTE «ÉVENTUALITÉ»

Le PT élabore un «manifeste d'alerte»

Pas de répit au PT. A peine les résultats du scrutin difficilement digérés, le Parti des travailleurs lance un manifeste d'alerte. Hanoune explique qu'il s'agit d'attirer l'attention sur tous les dangers qui guettent le pays. Lesquels ? Le PT n'exclut aucune éventualité allant de la crise interne aux intimidations venant de l'extérieur.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Dans un climat de statu quo et de «situation de semi-vacance», le PT prend l'initiative de diffuser à grande échelle le manifeste d'alerte qui était hier au menu de la réunion du bureau politique. Il s'agit d'un document qui sera largement diffusé avec l'ambition d'aider à la clarification et de nourrir la discussion politique.

Au plan du contenu, explique Louisa Hanoune, il s'agira de répertorier tous les dangers qui guettent le pays, et ils sont nombreux, dit-elle.

A tel point que le parti se dit en alerte, prêt à «toute éven-

tualité» dans un contexte caractérisé par une «semi-paralysie dans laquelle il y a une crainte de faire bouger une pièce dans le système institutionnel de peur qu'il ne s'effondre».

Et les dangers, Hanoune estime qu'ils viennent aussi de l'Assemblée nationale.

La secrétaire générale du Parti des travailleurs, qui n'a jamais caché le peu de considération qu'elle portait à la manière dont avaient été élus beaucoup d'actuels députés, estime que la composante de l'APN fait craindre le pire surtout qu'il est attendu la présentation de textes d'impor-



Louisa Hanoune répertorie tous les dangers qui guettent l'Algérie.

tance capitale. Elle craint pour la souveraineté nationale, pour les acquis en matière économique et pour les droits des travailleurs menacés par

la mouture du code du travail. Face à tant d'enjeux, la numéro un du PT appelle à la mobilisation des troupes. Le groupe parlementaire du PT a

déjà été instruit pour coordonner avec la Centrale syndicale et d'autres syndicats, notamment pour la défense des travailleurs.

Le parti, qui fête son 22^e anniversaire, met le cap sur les locales. Avant cette échéance, une halte importante sera effectuée à l'occasion de l'université d'été.

L'occasion de faire le point sur les campagnes d'adhésions et le redéploiement du parti. En assistant aux festivités marquant l'anniversaire de la création du parti, Louisa Hanoune dit avoir constaté une remobilisation des militants après la déception née de l'annonce des résultats des législatives.

Pas de doute, martèle Hanoune, le PT a payé pour ses positions...

N. I.

PROCÈS DES 17 ÉMEUTIERS DE LA CITÉ MAHIEDDINE D'ALGER

Le parquet a requis la peine maximale

Au moment où nous mettons sous presse, le verdict de l'affaire des dix-sept émeutiers de la cité Mahieddine à Alger, jugée hier en assises au niveau de la cour d'Alger, n'est toujours pas rendu. A 17h15, les avocats de la défense poursuivaient leurs plaidoiries, dont la plus attendue est celle de Me Chorfi Chérif, alors que l'accusation a requis la peine maximale.

Les mis en cause dans cette affaire, poursuivis pour plusieurs chefs d'inculpation, dont «association de malfaiteurs, occupation illégale de l'espace public» ou encore «destruction des biens publics», ont rejeté «globalement et dans le détail» les accusations du parquet général.

Lors de leurs auditions par la présidente du tribunal criminel, les personnes en question, dont la moyenne d'âge ne dépasse pas la trentaine et certains sont des pères de famille, ont indiqué : «Nous sommes loin de ces accusations et les personnes à l'origine des incidents de mars 2011 sont dans la nature.»

En effet, tout a commencé lorsqu'un citoyen résidant au niveau de la cité Mahieddine a décidé de bâtir une maison de fortune «pour abriter sa petite famille». «Après sept jours, la police, sur saisine de la municipalité, a décidé de la détruire. Suite à cela, j'ai fait une tentative de suicide, le reste des événements, je n'en suis nullement responsable», a indiqué Sakhri Abdelhak.

En effet, cette situation a suscité la réaction des citoyens résidant dans le quartier qui ont exprimé leur «soutien à Abdelhak». Dès lors, la route a été coupée et des échauffourées ont éclaté entre les services de sécurité et les habitants de la cité Mahieddine.

Des incidents qui ont causé, selon l'accusation, des blessures jugées graves aux éléments des services de police. Suite à cela, des descentes policières ont eu lieu et ont eu pour conséquence directe «l'arrestation de plusieurs personnes et la récupération d'un lot important d'armes blanches». «Faux», dira la défense qui considère que dans cette affaire, «il n'y a point d'arguments solides avancés par l'accusation».

Un refus exprimé, par ailleurs, par les prévenus. La police a procédé à notre arrestation, car dans un passé récent, nous étions de petits délinquants. Aujourd'hui, nous sommes majeurs, responsables et pères de famille et nous sommes loin de ces personnes qui portent atteinte à l'ordre public», diront les mis en cause lors du procès.

Les avocats de la défense, faut-il le noter, ont battu en brèche les arguments de l'accusation, arguant qu'elle «n'a point avancé de preuves à même de bâtir son accusation».

Abder Bettache

ANNABA

Une journaliste d'Akher Saa condamnée à 2 mois de prison ferme

Une peine de deux mois de prison ferme a été prononcée, lundi, par le tribunal d'Annaba à l'encontre de la journaliste d'Akher Saa, Fatma-Zohra Amara.

La journaliste a été condamnée suite à une plainte pour diffamation déposée par l'ex-directeur de l'hôpital

psychiatrique Aboubakr-Errazi d'Annaba. Il y a près d'une année, ce directeur était au box des accusés pour harcèlement sexuel sur une employée de cet hôpital.

Au cours du procès, le représentant du ministère public avait requis contre ce directeur six mois de pri-

son ferme. Mais après délibérations, le juge a prononcé son acquittement.

A l'époque, la journaliste n'avait fait que relater les faits tels qu'ils s'étaient déroulés. Après cette condamnation, Fatma-Zohra Amara a fait appel.

A. B.

Qui doit faire appliquer la loi ?

Un journaliste reste un citoyen justiciable même dans l'exercice de ses fonctions.

De son côté, la justice est faite pour appliquer la loi et protéger le citoyen, le journaliste y compris. Pourtant, ce qui vient de se passer au tribunal d'Annaba nous laisse perplexe.

Notre journaliste Fatima Zohra Amara vient d'écoper de deux mois de prison ferme, de 20 000 DA d'amende et 100 000 DA de dédommagement au profit de l'ex-directeur de l'hôpital Errazi accusé, lui, de harcèlement sexuel par une dame employée de cet établissement. Que reproche-t-on à notre journaliste ?

Elle est condamnée à la prison ferme pour avoir rapporté dans les colonnes d'Akher Saa les minutes du procès du directeur de l'hôpital en question. Un procès durant lequel la justice a reconnu les accusations contre ce directeur et une condamnation en première instance avait été prononcée au nom du peuple algérien contre ce responsable.

Le hic dans cette histoire, c'est que le premier magistrat du pays, le président de la République,

avait aboli les peines d'emprisonnement pour délits de presse lorsque l'article incriminé ne porte pas atteinte à la sécurité de l'Etat ou à la personne du président de la République.

Un texte qui est venu soulager la corporation journalistique habituée par le passé à des verdicts réservés aux criminels et

la condamnant à de l'emprisonnement ferme. Nous osons espérer que cette sentence ne serait que la résultante d'une simple anomalie. Nous demandons enfin que notre journaliste soit rétablie dans ses droits par la justice et que la volonté d'apaisement entre les pouvoirs publics et les médias proclamée par le président de

la République ne reste pas lettre morte. Nous ne quémandons rien de spécifique. Nous nous attachons simplement aux lois du pays et souhaitons que les magistrats soient les premiers à se soucier du respect de la loi du pays.

Le directeur de publication du quotidien Akher Saa, Saïd Belhadjoudja

Communiqué du Syndicat national des journalistes (SNJ)

Fatma-Zohra Amara, journaliste au quotidien régional Akher Saa, a écopé, lundi 25 juin 2012, d'une peine de deux mois de prison ferme, assortie d'une amende de 20 000 DA et du versement d'une somme de 100 000 DA, à titre de dommages et intérêts, à l'issue d'un procès sur une banale affaire de diffamation, intenté à son encontre par un ex-directeur d'un hôpital de Annaba.

Ce verdict, prononcé par le tribunal de Annaba, est d'autant plus surprenant que la législation algérienne en la matière, le code de l'information en l'occurrence, ne prévoit plus des peines d'emprisonnement pour délit de presse depuis la révision de cette loi en novembre 2011.

Et c'en est là une affaire qui inquiète au plus haut point parce qu'elle ne se présente pas comme un cas isolé, à classer au chapitre d'une simple erreur judiciaire.

Cette affaire intervient, en fait, dix jours à peine après une condamnation similaire, à savoir deux mois de prison ferme, assortis d'une amende de 50 000 DA, que le tribunal de Mascara a prononcée à l'encontre de notre confrère du quotidien La Nouvelle

République, Si Mohamed Mancera, à l'issue d'un procès en diffamation intenté contre lui par la directrice des impôts de la wilaya.

Le Syndicat national des journalistes rejette fermement ces deux verdicts qui ne reposent sur aucun texte de loi et assure, de ce fait, nos deux confrères de son entière solidarité. Aussi, le Syndicat appelle-t-il à la cessation immédiate de cette cabale judiciaire à l'encontre de femmes et hommes des médias et ne manquera pas de s'interroger, légitimement, sur les motifs de cette subite tentative de retour aux années de plomb.

L'excès de zèle de certains magistrats explique-t-il tout ? Ce qui demeure certain, en tout cas, est que nous ne nous laisserons jamais intimider par quelque autorité que ce soit, dès lors qu'il s'agira de l'exercice de notre métier, et dans le cadre de la loi, de surcroît ! La liberté de la presse est un acquis auquel jamais nous ne renoncerons.

P/ le Syndicat national des journalistes, le secrétaire général Kamel Amarni